

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TBT/4**

22 janvier 1997

(97-0233)

---

## Comité des obstacles techniques au commerce

### DEUXIEME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN OEUVRE ET DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD

#### Document de base établi par le Secrétariat

Le Comité procédera au deuxième examen annuel, au titre de l'article 15.3 de l'Accord, à sa réunion du 14 février 1997. Le présent document traite des faits intervenus pendant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1996.

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. COMITE DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE	3
1.1 Composition du Comité	3
1.2 Principaux faits nouveaux survenus dans le cadre du Comité pendant la période en cours	5
2. MISE EN OEUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD	6
2.1 Communications concernant la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord (article 15.2)	6
3. NOTIFICATIONS	7
3.1 Notifications présentées pendant l'année en cours et depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, par Membre et par article pertinent de l'Accord	7
3.1.1 Notifications au titre de l'article 10.7 - Accords bilatéraux ou multilatéraux conclus par des Membres sur des questions relatives aux règlements techniques, aux normes ou aux procédures d'évaluation de la conformité	9
3.2 Objectifs et justifications indiqués dans les notifications	9
3.3 Application par les Membres du délai recommandé pour la présentation des observations pendant l'année en cours	9
4. PUBLICATIONS ET POINTS D'INFORMATION	11
4.1 Publications utilisées pour annoncer que des travaux sont en cours concernant des projets de règlements techniques ou de procédures d'évaluation de la conformité au titre respectivement des articles 2.9.1 et 5.6.1 de l'Accord	11

	<u>Page</u>
4.2 Publications dans lesquelles les textes finaux des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité sont publiés au titre respectivement des articles 2.11 et 5.8 de l'Accord	11
4.3 Points d'information visés à l'article 10 de l'Accord	11
5. ASSISTANCE TECHNIQUE ET TRAITEMENT SPECIAL ET DIFFERENCIE	11
6. REGLEMENT DE DIFFERENDS RELEVANT DE L'ARTICLE 14	12
7. CODE DE PRATIQUE POUR L'ELABORATION, L'ADOPTION ET L'APPLICATION DES NORMES	16
8. DOCUMENTS DE TRAVAIL ET DOCUMENTS SPECIAUX PUBLIES PENDANT LA PERIODE EN COURS	16

1. COMITE DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

1.1 Composition du Comité

Présidente: Mme l'Ambassadeur Carmen Luz Guarda (Chili)

Membres<sup>1</sup>

Afrique du Sud	Gambie	Norvège
Allemagne	Ghana	Nouvelle-Zélande
Angola	Grèce	Ouganda
Antigua-et-Barbuda	Grenade	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Argentine	Guatemala	Pakistan
Australie	Guinée-Bissau	Paraguay
Autriche	Guinée, Rép. de	Pays-Bas
Bahreïn	Guyana	Pérou
Bangladesh	Haïti	Philippines
Barbade	Honduras	Pologne
Belgique	Hong Kong	Portugal
Belize	Hongrie	Qatar
Bénin	Iles Salomon	République centrafricaine
Bolivie	Inde	République dominicaine
Botswana	Indonésie	République slovaque
Brésil	Irlande	République tchèque
Brunéi Darussalam	Islande	Roumanie
Bulgarie	Israël	Royaume-Uni
Burkina Faso	Italie	Rwanda
Burundi	Jamaïque	Saint-Kitts-et-Nevis
Cameroun	Japon	Sainte-Lucie
Canada	Kenya	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Chili	Koweït	Sénégal
Chypre	Lesotho	Sierra Leone
Colombie	Liechtenstein	Singapour
CE	Luxembourg	Slovénie
Corée, Rép. de	Macao	Sri Lanka
Costa Rica	Madagascar	Suède
Côte d'Ivoire	Malaisie	Suisse
Cuba	Malawi	Suriname
Danemark	Maldives	Swaziland
Djibouti	Mali	Tanzanie
Dominique	Malte	Tchad
Egypte	Maroc	Thaïlande
El Salvador	Maurice	Togo
Emirats arabes unis	Mauritanie	Trinité-et-Tobago
Equateur	Mexique	Tunisie
Espagne	Mozambique	Turquie
Etats-Unis	Myanmar	Uruguay
Fidji	Namibie	Venezuela
Finlande	Nicaragua	Zambie
France	Niger	Zimbabwe
Gabon	Nigéria	

---

<sup>1</sup>Au 31 décembre 1996.

Gouvernements observateurs<sup>1</sup>

Albanie	Estonie	Ouzbékistan
Algérie	Fédération de Russie	Panama
Ancienne République yougoslave de Macédoine	Géorgie	République kirghize
Arabie saoudite	Jordanie	Seychelles
Arménie	Kazakstan	Soudan
Bélarus	Lettonie	Taipei chinois
Cambodge	Lituanie	Tonga
Chine	Moldova	Ukraine
Congo	Mongolie	Vanuatu
Croatie	Népal	Viet Nam
	Oman	Zaire

Organisations internationales

FMI, CNUCED, CCI, ISO, CEI, FAO, OMS, Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius, OIE, OCDE, CEE/ONU.

---

<sup>1</sup>Au 31 décembre 1996.

## 1.2 Principaux faits nouveaux survenus dans le cadre du Comité pendant la période en cours

Le Comité a tenu ses quatrième, cinquième, sixième et septième réunions, respectivement, les 1er mars (G/TBT/M/4), 28 juin (G/TBT/M/5), 16 et 22 octobre (G/TBT/M/6). Au cours de ces réunions, le Comité a entendu des déclarations concernant la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord.

Le 27 février, le Comité a tenu une réunion informelle conjointe avec le Comité du commerce et de l'environnement afin de poursuivre les débats sur la question de l'éco-étiquetage. Au cours de cette réunion, les représentants des Etats-Unis, des Communautés européennes, de la République tchèque, des pays nordiques, du Chili, du Japon et du Canada ont présenté leurs programmes nationaux et régionaux d'éco-étiquetage. Le Canada a présenté un document sur l'éco-étiquetage afin de contribuer aux discussions sur la question (G/TBT/W/21-WT/CTE/W/21).

A sa réunion de mars, le Comité a procédé à son premier examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord (G/TBT/3 et Corr.1) et du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes reproduit à l'Annexe 3 de l'Accord (G/TBT/CS/1 et Rev.1). Le Comité a adopté des décisions et recommandations concernant les procédures de notification et les points d'information (G/TBT/1/Rev.4) et est convenu d'accorder le statut d'observateur à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur une base *ad hoc*, en attendant un accord définitif sur les lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales au sein de l'OMC. Le Comité a également entendu un exposé du représentant de l'ISO concernant les Guides ISO/CEI relatifs aux activités d'évaluation de la conformité et a débattu de l'éco-étiquetage, des mesures à prendre pour éviter les duplications et du Code de pratique ISO/CEI pour la normalisation.

A sa réunion de juin, le Comité a débattu de questions concernant l'assistance technique et l'éco-étiquetage et a entendu un exposé du représentant de la Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC). Il a adopté le mode de présentation des notifications au titre de l'article 10.7 reproduit dans le document G/TBT/W/25 et est convenu d'accorder le statut d'observateur à la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies sur une base *ad hoc*, en attendant un accord définitif sur les lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales auprès de l'OMC.

A ses réunions d'octobre, le Comité a débattu du rapport qu'il présenterait à la Conférence ministérielle de Singapour (G/TBT/W/32 et G/L/122) et en a achevé l'élaboration, a procédé à l'examen périodique au titre de l'article 12.10 de l'Accord concernant le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement Membres et a entendu un exposé du représentant de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/ONU). Il est convenu de continuer d'accorder le statut d'observateur aux organisations internationales intergouvernementales qui étaient observateurs au Comité sur une base *ad hoc*, conformément aux règles et procédures adoptées par le Conseil général, et d'établir un petit groupe de travail technique chargé d'étudier les Guides ISO/CEI pertinents et de voir en quoi ils pourraient contribuer à favoriser la réalisation des objectifs énoncés aux articles 5 et 6 de l'Accord.

## 2. MISE EN OEUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD

### 2.1 Communications concernant la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord (article 15.2)

Tableau 1 - Communications concernant la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord reçues en 1996

Membres	Date d'entrée en vigueur	Documents contenant les communications des Membres relatives à la mise en oeuvre et à l'administration de l'Accord
Hong Kong	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.1
Etats-Unis	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.2
Indonésie	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.3
République slovaque	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.4
Slovénie	30 juillet 1995	G/TBT/2/Add.5
Canada	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.6
Suisse	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.7
Australie	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.8
Malaisie	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.9
Japon	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.10
Philippines	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.11
Communautés européennes	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.12
Cuba	20 avril 1995	G/TBT/2/Add.13
Mexique	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.14
Norvège	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.15
Chili	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.16
Roumanie	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.17
Colombie	30 avril 1995	G/TBT/2/Add.18
Bahreïn	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.19
Nigéria	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.20
Argentine	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.21
Tunisie	29 mars 1995	G/TBT/2/Add.22
Ouganda	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.23
Nouvelle-Zélande	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.24
Singapour	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.25
Brésil	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.26
Sri Lanka	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.27
Corée	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.28
Pérou	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.29
Macao	1er janvier 1995	G/TBT/2/Add.30

### 3. NOTIFICATIONS

#### 3.1 Notifications présentées pendant l'année en cours et depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, par Membre et par article pertinent de l'Accord

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord le 1er janvier 1995 jusqu'au 31 décembre 1996, 825 notifications ont été présentées par 33 Membres.

Tableau 2 - Notifications présentées pendant l'année en cours et depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, par Membre et par article pertinent de l'Accord

Membres	Nombre de notifications présentées en 1996	Nombre de notifications présentées au titre des articles pertinents en 1996							Nombre total de notifications présentées depuis le 1er janvier 1995	Nombre total de notifications présentées au titre des articles pertinents depuis le 1er janvier 1995						
		2.9	2.10	3.2	5.6	5.7	7.2	non spécifié		2.9	2.10	3.2	5.6	5.7	7.2	non spécifié
Allemagne	2	1						1	4	3						1
Argentine	1		1						1		1					
Australie	17	17							37	37						
Belgique	13	13							30	30						
Botswana	1	1							1	1						
Brésil	9	3	4					2	9	3	4					2
Canada	20	19		1					49	46		3				
Colombie <sup>2</sup>	2		2			2			2		2		2			
Communautés européennes <sup>2</sup>	47	46			9			1	79	78			9			1
Corée, Rép. de <sup>2</sup>	9	9			2				22	17	1		2			4
Danemark <sup>2</sup>	13	6						7	41	26	10		7	6		7
El Salvador	7	7							8	7	1					
Espagne	7	6						1	11	10						1
Etats-Unis	36	36							65	65						

<sup>2</sup>Le nombre de notifications présentées au titre de l'ensemble des articles pertinents ne correspond pas au nombre total de notifications présentées pendant la période en cours car certaines notifications ont été présentées au titre de plus d'un article.

Membres	Nombre de notifications présentées en 1996	Nombre de notifications présentées au titre des articles pertinents en 1996							Nombre total de notifications présentées depuis le 1er janvier 1995	Nombre total de notifications présentées au titre des articles pertinents depuis le 1er janvier 1995						
		2.9	2.10	3.2	5.6	5.7	7.2	non spécifié		2.9	2.10	3.2	5.6	5.7	7.2	non spécifié
Finlande	5	5							9							
France	2	2							3							
Hong Kong	4	3		1					10			2			1	
Inde	33	33							44							
Jamaïque	1	1							1							
Japon <sup>2</sup>	40	36	1	6					88	2		12				
Macao	4		4						4	4						
Malaisie	19	5						14	20						15	
Mexique	27	27							56	1						
Norvège	25	25							31							
Nouvelle-Zélande	1	1							2							
Pays-Bas	30	30							63							
Philippines <sup>2</sup>	11	11	1		1				11	1			1			
République slovaque	6	5		1					20			6				
République tchèque	14	14							26							
Singapour	-								8							
Suède <sup>2</sup>	30	30		1					35			1			1	
Suisse	12	12							16							
Thaïlande	12	6	6						19	6						
TOTAL	460	410	19	1	20	3	-	26	825	33	3	39	9	-	33	



3.1.1 Notifications au titre de l'article 10.7 - Accords bilatéraux ou multilatéraux conclus par des Membres sur des questions relatives aux règlements techniques, aux normes ou aux procédures d'évaluation de la conformité

Aucune notification n'a été présentée au titre de l'article 10.7 en 1996.

3.2 Objectifs et justifications indiqués dans les notifications<sup>3</sup>

Tableau 3 - Objectifs et justifications indiqués dans les notifications en 1996

Objectifs et justifications	Notifications reçues en 1996
Sécurité nationale	-
Prévention de pratiques de nature à induire en erreur	57
Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	127
Protection de la vie ou de la santé des animaux ou préservation des végétaux	2
Protection de l'environnement	51
Prescriptions en matière de qualité	96
Harmonisation	46
Adaptation à de nouveaux textes législatifs nationaux	99
Réduction ou suppression d'obstacles au commerce	23
Réduction des coûts et accroissement de la productivité	13
Autres	1
TOTAL	515 <sup>4</sup>

3.3 Application par les Membres du délai recommandé pour la présentation des observations pendant l'année en cours<sup>5</sup>

Le Comité a recommandé de ménager un délai minimal de 60 jours pour la présentation des observations (G/TBT/1/Rev.4). En 1996, le délai moyen effectivement accordé par les Membres a été de 46,9 jours civils. On a compté 15 cas où les délais accordés étaient écoulés lors de la publication de la notification et 23 autres où aucun délai n'était mentionné. Le tableau de la page suivante indique dans quelle mesure chaque Membre a respecté le délai recommandé en 1996.

<sup>3</sup>La classification des objectifs et justifications est fondée sur les critères indiqués dans le document G/TBT/W/18.

<sup>4</sup>Etant donné qu'il a été indiqué plus d'un objectif dans plusieurs notifications, le nombre total de notifications classées par objectif ne correspond pas au nombre total de notifications reçues en 1996.

<sup>5</sup>La date de publication de la notification (en anglais) par le Secrétariat de l'OMC étant considérée comme le premier jour.

Tableau 4 - Application par les Membres du délai recommandé pour la présentation des observations en 1996

Membres	Nombre de notifications prévoyant un délai pour la présentation d'observations					
	Moins de 45 jours	De 45 à 59 jours	60 jours ou plus	Délai non précisé ou échu	Dont notifiées au titre des articles 2.10 et 5.7	Total
Allemagne	-	2	-	-	-	2
Argentine	-	-	-	1	1	1
Australie	11	3	3	-	-	17
Belgique	-	-	8	5	-	13
Botswana	1	-	-	-	-	1
Brésil	2	2	-	5	4	9
Canada	7	6	6	1	-	20
Colombie	-	-	-	2	2	2
Communautés européennes	15	7	25	-	-	47
Corée, Rép. de	7	-	-	2	-	9
Danemark	-	5	7	1	-	13
El Salvador	-	7	-	-	-	7
Espagne	7	-	-	-	-	7
Etats-Unis	13	4	16	3	-	36
Finlande	-	-	5	-	-	5
France	-	1	1	-	-	2
Hong Kong	-	1	3	-	-	4
Inde	27	1	1	4	-	33
Jamaïque	1	-	-	-	-	1
Japon	3	22	14	1	1	40
Macao				4	4	4
Malaisie	16	3	-	-	-	19
Mexique	4	11	11	1	-	27
Norvège	9	12	4	-	-	25
Nouvelle-Zélande	1	-	-	-	-	1
Pays-Bas	14	11	4	1	-	30
Philippines	11	-	-	-	1	11
République slovaque	-	-	6	-	-	6
République tchèque	2	4	8	-	-	14
Suède	-	12	18	-	-	30
Suisse	-	10	2	-	-	12
Thaïlande	2	1	2	7	6	12
TOTAL	153	125	144	38	19	460

4. PUBLICATIONS ET POINTS D'INFORMATION

4.1 Publications utilisées pour annoncer que des travaux sont en cours concernant des projets de règlements techniques ou de procédures d'évaluation de la conformité au titre respectivement des articles 2.9.1 et 5.6.1 de l'Accord

On trouvera les renseignements pertinents dans les documents G/TBT/2 et addenda.

4.2 Publications dans lesquelles les textes finaux des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité sont publiés au titre respectivement des articles 2.11 et 5.8 de l'Accord

On trouvera les renseignements pertinents dans les documents G/TBT/2 et addenda.

4.3 Points d'information visés à l'article 10 de l'Accord

Une liste périodiquement mise à jour des points d'information sur les obstacles techniques au commerce, prévus aux articles 10.1 et 10.3 de l'Accord, est reproduite dans les documents G/TBT/ENQ/1 à 7.

5. ASSISTANCE TECHNIQUE ET TRAITEMENT SPECIAL ET DIFFERENCIE

En 1996, le Secrétariat a fourni une assistance technique aux pays de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique), aux pays de l'ALADI, aux pays de l'Afrique australe et aux pays méditerranéens membres de la Banque islamique de développement. On trouvera les renseignements pertinents concernant l'assistance technique dans les documents G/TBT/W/26 et G/TBT/W/32.

6. REGLEMENT DE DIFFERENDS RELEVANT DE L'ARTICLE 14

Différend	Demande de consultations (date de distribution)	Demande de participation aux consultations	Solution mutuellement convenue	Etablissement d'un groupe spécial	Adoption du rapport du Groupe spécial	Déclaration d'appel	Adoption du rapport de l'Organe d'appel
<u>Etats-Unis</u> - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules	Venezuela 2 février 1995 (WT/DS2/1)  Brésil 12 avril 1995 (WT/DS4/1)			10 avril 1995 (WT/DSB/M/3)  31 mai 1995 (WT/DSB/M/5)	20 mai 1996 (WT/DS2/9)	Etats-Unis 21 février 1996 (WT/DS2/6)	20 mai 1996 (WT/DS2/9)
<u>Corée</u> - Mesures concernant la durée de conservation des produits	Etats-Unis 5 mai 1995 (WT/DS5/1)	Canada 24 mai 1995 (WT/DS5/2)  Japon 9 juin 1995 (WT/DS5/4)	31 juillet 1995 (WT/DS5/5 et Corr.1; Add.1-5 et Add.1/Rev.1)				
<u>Communautés européennes</u> - Désignation commerciale des pectinidés	Canada 24 mai 1995 (WT/DS7/1)	Chili 9 juin 1995 (WT/DS7/2)  Islande 9 juin 1995 (WT/DS7/3)  Japon 9 juin 1995 (WT/DS7/4)  Pérou 12 juin 1995 (WT/DS7/5)	19 juillet 1996 (WT/DS7/12)	19 juillet 1995 (WT/DSB/M/6)			

Différend	Demande de consultations (date de distribution)	Demande de participation aux consultations	Solution mutuellement convenue	Etablissement d'un groupe spécial	Adoption du rapport du Groupe spécial	Déclaration d'appel	Adoption du rapport de l'Organe d'appel
	Pérou 25 juillet 1995 (WT/DS12/1)	Canada 9 août 1995 (WT/DS12/3)  Chili 11 août 1995 (WT/DS12/2 et Rev.1)  Japon 17 août 1995 (WT/DS12/5)	19 juillet 1996 (WT/DS12/12)	11 octobre 1995 (WT/DSB/M/8)			
	Chili 31 juillet 1995 (WT/DS14/1)	Canada 7 août 1995 (WT/DS14/2)  Pérou 11 août 1995 (WT/DS14/3)  Japon 17 août 1995 (WT/DS14/4)	19 juillet 1996 (WT/DS14/11)				
Corée - Mesures concernant l'eau en bouteille	Canada 8 novembre 1995 (WT/DS20/1)	Etats-Unis 30 novembre 1995 (WT/DS20/2)  CE 14 décembre 1995 (WT/DS20/4)	6 mai 1996 (WT/DS20/6)				

Différend	Demande de consultations (date de distribution)	Demande de participation aux consultations	Solution mutuellement convenue	Etablissement d'un groupe spécial	Adoption du rapport du Groupe spécial	Déclaration d'appel	Adoption du rapport de l'Organe d'appel
<u>Communautés européennes</u> - Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)	Etats-Unis 31 janvier 1996 (WT/DS26/1)	Nouvelle-Zélande 8 février 1996 (WT/DS26/2)  Australie 9 février 1996 (WT/DS26/3)  Canada 13 février 1996 (WT/DS26/4)		20 mai 1996 (WT/DSB/M/17)			
<u>Corée</u> - Mesures concernant l'inspection des produits agricoles	Etats-Unis 31 mai 1996 (WT/DS41/1)						
<u>Communautés européennes</u> - Mesures visant les animaux vivants et les viandes (hormones)	Canada 8 juillet 1996 (WT/DS48/1)	Australie 22 juillet 1996 (WT/DS48/2)  Etats-Unis 23 juillet 1996 (WT/DS48/3)  Nouvelle-Zélande 23 juillet 1996 (WT/DS48/4)		16 octobre 1996 (WT/DSB/M/24)			

Différend	Demande de consultations (date de distribution)	Demande de participation aux consultations	Solution mutuellement convenue	Etablissement d'un groupe spécial	Adoption du rapport du Groupe spécial	Déclaration d'appel	Adoption du rapport de l'Organe d'appel
<u>Argentine</u> - Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles	Etats-Unis 15 octobre 1996 (WT/DS56/1)	Hongrie 21 octobre 1996 (WT/DS56/2)  CE 25 octobre 1996 (WT/DS56/3)					
<u>Etats-Unis</u> - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes	Philippines 25 octobre 1996 (WT/DS61/1)	Australie 13 novembre 1996 (WT/DS61/2)  Japon 14 novembre 1996 (WT/DS61/3)					

7. CODE DE PRATIQUE POUR L'ELABORATION, L'ADOPTION ET L'APPLICATION DES NORMES

Au total, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, 63 organismes à activité normative de 46 Membres ont accepté le Code de pratique. Les notifications d'acceptation du Code par ces organismes sont reproduites dans les documents G/TBT/CS/N/1-63. La liste complète, par Membre, des organismes à activité normative qui ont accepté le Code depuis le 1er janvier 1995 figure dans le document G/TBT/CS/2/Rev.1.

En 1996, 35 organismes à activité normative de 21 Membres ont accepté le Code. La liste, par Membre, de tous les organismes à activité normative qui ont accepté le Code en 1996 figure dans le document G/TBT/CS/1/Add.1/Rev.1.

Le deuxième Répertoire relatif au Code de la normalisation de l'Accord OTC de l'OMC a été publié par le Centre d'information ISO/CEI en janvier 1997.

8. DOCUMENTS DE TRAVAIL ET DOCUMENTS SPECIAUX PUBLIES PENDANT LA PERIODE EN COURS

Cote du document	Date de publication	Titre et teneur	Nombre de pages
G/TBT/W/18	26 janvier 1996	Notifications présentées au titre de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce du Tokyo Round - Note du Secrétariat concernant l'objectif et la raison d'être indiqués dans les notifications	4
G/TBT/W/19	7 février 1996	Demande de statut d'observateur de l'Organisation de coopération et de développement économiques	1
G/TBT/W/20	20 février 1996	Communication de l'ISO sur ses activités dans le domaine de la qualité et des normes environnementales	25
G/TBT/W/21-WT/CTE/W/21	21 février 1996	Communication du Canada concernant l'éco-étiquetage	5
G/TBT/W/22	15 mars 1996	Demande de statut d'observateur de la Commission économique pour l'Europe (ONU)	2
G/TBT/W/23-WT/CTE/W/23	19 mars 1996	Programmes d'éco-étiquetage - Renseignements communiqués par le Canada, le Chili, les Communautés européennes, les Etats-Unis, la Norvège et la République tchèque au sujet de leurs programmes nationaux ou régionaux d'éco-étiquetage	18
G/TBT/W/24	4 avril 1996	Compte rendu de la réunion tenue le 1er mars 1996 - Projet	24
G/TBT/W/25	3 mai 1996	Projet de mode de présentation des notifications au titre de l'article 10.7	2



Cote du document	Date de publication	Titre et teneur	Nombre de pages
G/TBT/W/26	14 mai 1996	Assistance technique	2
G/TBT/W/27	29 mai 1996	Procédures de présentation de rapports pour la Conférence ministérielle de Singapour	2
G/TBT/W/28	25 juin 1996	Communication du Mexique au sujet de la publication de son programme national de normalisation pour 1996	1
G/TBT/W/29	18 juin 1996	Proposition des Etats-Unis concernant la poursuite des travaux sur la transparence en matière d'éco-étiquetage	3
G/TBT/W/30-WT/CTE/W/38	24 juillet 1996	Communication du Canada au sujet d'un projet de décision sur les programmes d'éco-étiquetage	2
G/TBT/W/31	7 août 1996	Compte rendu de la réunion tenue le 28 juin 1996 - Projet	17
G/TBT/W/32	24 septembre 1996	Projet de rapport du Comité à la Conférence ministérielle de Singapour	11
G/TBT/W/33	12 novembre 1996	Compte rendu des réunions tenues les 16 et 22 octobre 1996 - Projet	6
G/TBT/W/34	12 novembre 1996	Demande de statut d'observateur présentée par l'Association européenne de libre-échange	1
G/TBT/Spec/3	6 février 1996	Distribution des bulletins ISO aux Membres	1
G/TBT/Spec/4	9 décembre 1996	Groupe de travail technique des Guides ISO/CEI relatifs aux articles 5 et 6 de l'Accord - Communication du Secrétariat	1